



Saint-Constant, 20 septembre 2022

LETTRE AUX PARTIS POLITIQUES EN VUE DES ÉLECTIONS PROVINCIALES DU 3 OCTOBRE 2022

**Objet : Besoins urgents en logement social et abordable dans l'ouest de la Montérégie**

La question du logement social et abordable est un enjeu grandissant dans l'ouest de la Montérégie. En effet, le taux d'inflation dramatiquement élevé affecte la capacité de payer des ménages et contribue directement à l'augmentation du coût de logement.

Le territoire connaît un retard d'investissement en logement social et abordable comparativement au reste du Québec, creusant un écart avec la moyenne nationale. De plus, l'application des programmes de soutien gouvernementaux en la matière n'est pas adaptée à la réalité des territoires en dehors des grands centres urbains.

Pour le Québec, on compte 157 040 logements sociaux pour environ 3,5 millions de ménages. Proportionnellement, pour l'ouest de la Montérégie, on devrait retrouver 7 716 logements sociaux pour 173 515 ménages. Or, nous en comptons actuellement que 3 663. Il y a donc un écart de 4 053 logements sociaux à combler. De plus, pour la période de 2019 à 2031, les projections démontrent un accroissement populationnel de 9,7 % dans l'ouest de la Montérégie, un taux supérieur à celui de la Montérégie (6,5 %) et à celui du Québec (7,3 %)¹.

L'accessibilité à des logements abordables est également un enjeu important, car plus de 30 000 ménages de l'ouest de la Montérégie consacrent 30% ou plus de leurs revenus pour se loger. Considérant le vieillissement de la population, l'exode des villes vers les régions et l'augmentation de la population de l'ouest de la Montérégie, l'écart de l'offre en logement ne peut que s'accroître si aucune action n'est entreprise.

**Pour l'ouest de la Montérégie, nous demandons :**

- La bonification des investissements au Programme de Soutien communautaire en logement social et abordable;
- L'octroi de sommes pour le soutien au développement, à la mise en œuvre et à l'entretien du parc locatif social et abordable;
- La reconnaissance et le renforcement de la capacité d'agir des villes et municipalités dans la gestion de l'enjeu du logement social et abordable sur leur territoire respectif;
- L'adoption d'une définition de l'abordabilité qui tient compte de la capacité réelle à payer des ménages à revenu modeste en fonction des réalités socio-économiques de chacun des territoires;
- L'harmonisation des différents programmes gouvernementaux selon la nouvelle définition de l'abordabilité.

À la veille des élections provinciales, nous attendons de la part de tous les partis politiques ainsi que de leurs candidates et candidats de nous signifier, avant le 3 octobre 2022, comment elles et ils entendent répondre à la crise du logement qui s'exacerbe, tout particulièrement dans l'ouest de la Montérégie.

**Signataires pour le conseil d'administration :**

Sylvie Gagnon-Breton, présidente de Concertation Horizon, préfète suppléante de la MRC Jardins-de-Napierville et mairesse de Saint-Rémi  
Fimba Tankoano, directeur général de Concertation Horizon

**À propos de Concertation Horizon :**

Créée en 2015, notre mission est d'accroître la capacité d'action collective des acteurs qui favorisent l'amélioration des conditions de vie dans les territoires couverts par les 5 MRC participantes (Beauharnois-Salaberry, Haut-Saint-Laurent, Jardins-de-Napierville, Roussillon et Vaudreuil-Soulanges) et à positionner le développement social et la réussite éducative comme vecteurs de développement des communautés. L'impact souhaité à long terme de nos actions concertées sur la réduction durable des inégalités sociales est donc au cœur de notre mission.

[Site web et réseaux sociaux](#)